



## Plan de soutien à l'aéronautique : Le GIFAS\* aux commandes du monde d'après ?

GIFAS Groupement des Industries Françaises Aéronautique et Spatial

Le gouvernement a présenté mardi son plan de soutien à l'aéronautique d'un montant de 15 Mds € incluant les 7 Mds € prévus pour Air France.

Sauver l'emploi c'est l'ambition du premier volet. Sauver mais pas préserver, la nuance est importante. D'ailleurs, le ministre se reprend rapidement *"Soyons lucide, il y aura des ajustements, mais ils doivent se faire sans départ contraint"*. Il faut donc s'attendre à de la casse sociale.

Le ministre annonce la prolongation de l'activité partielle dans la filière pour éviter les licenciements et le départ des employés hautement qualifiés durant les prochaines années. Ce n'est pas une garantie suffisante pour la protection de l'emploi, par exemple de l'emploi productif. Chez Airbus, l'intérim est déjà impacté. 2000 en début d'année, ils ne seront plus que 200 en fin d'année. C'est déjà 1800 emplois supprimés. Pour Bruno Le Maire, il est important d'implanter la future chaîne d'assemblage A321XLR sur Toulouse, mais en même temps c'est à Airbus de décider. L'état donne des milliards mais ce sont les actionnaires privés d'Airbus qui prendront la décision!

Aucune garantie non plus pour l'emploi dans les bureaux d'étude. Les sous-traitants sont les premières victimes des arrêts de projet, aucune annonce les concernant.

Si des emplois sont supprimés, comment feront les salariés pour retrouver du travail sur des territoires où règne la mono industrie aéronautique ? De plus, quelle place est réservée aux jeunes qui entrent sur le marché de l'emploi?

Sous couvert de charte de bonne conduite entre donneur d'ordre et sous-traitance, ce sont des objectifs de compétitivité de la filière qui sont recherchés, avec à la clé des accords de performance collective dont le but est de diminuer les droits des travailleurs. Par exemple, c'est déjà la voie suivie par Derichebourg.

Pour préserver l'emploi, la CGT revendique le partage du travail par la réduction du temps de travail sans perte de salaire, car le salaire, c'est le moteur de l'économie, c'est ce qui fait les revenus des commerçants, des artisans, des métiers de bouche.

Le renouvellement des avions permettra aussi de moderniser les flottes avec des avions moins énergivores. La CGT revendique la mise en place très rapidement d'une filière pour déconstruire les avions et valoriser les matériaux récupérés. C'est une source importante d'emplois qui permettrait de limiter l'impact écologique de cette industrie.

Pour préserver l'emploi, la CGT revendique la mise en place d'un plan ambitieux de diversification industrielle qui réponde d'abord aux besoins de la transition écologique et qui sécurise les emplois du futur par un ancrage industriel sur les territoires.

Sur le plan économique et industriel, le plan de soutien à l'aéronautique fait deux paris :

- Le pari de court terme d'un retour d'ici deux ans à la croissance "comme avant" du trafic aérien et de la construction aéronautique ;
- Le pari de long terme d'un avion vert décarboné en 2035 qui résoudrait les effets de l'avion sur le climat.



## Plan de soutien à l'aéronautique : Le GIFAS\* aux commandes du monde d'après ?

*GIFAS Groupement des Industries Françaises Aéronautique et Spatial*

Alors que le GIEC nous appelle à réduire drastiquement nos émissions de CO2 pour tenir l'objectif de 1,5° de réchauffement, ce double pari est-il tenable face aux limites que nous impose le monde physique, en matière énergétique, en matière climatique?

Oui la filière aéronautique doit être protégée car c'est un atout pour la France et pour l'Europe pour pouvoir peser au niveau international sur la bifurcation vers un nouveau modèle de transport aérien. Un modèle où l'avion ne vient pas en concurrence mais en complémentarité avec les autres moyens de transport, pour assurer par exemple les missions d'urgence, la continuité des territoires, permettre les mobilités utiles. Un modèle qui prend en compte les exigences de sobriété des usages pour permettre une juste répartition des ressources énergétiques et naturelles disponibles entre tous les domaines essentiels à la vie en société (Alimentation, Santé, Logement, Mobilité, Education, Culture, ...).

Si la filière aéronautique s'effondre en Europe, elle sera reconstruite ailleurs et nous n'aurons pas résolu les problèmes du climat. Il faut donc prendre appui sur cette force. Mais le gouvernement poursuit une logique libérale et confie le pilotage du plan aux quatre grands industriels du GIFAS (Airbus, Safran, Thales et Dassault). Dans ce cadre, aucune contrepartie, ni sociale, ni écologique ne pourront résister aux injonctions de rentabilité des marchés financiers. C'est la compétitivité et la croissance à tout prix qui règneront.

Pour peser au niveau international, et faire que le jour d'après ne soit pas comme le jour d'avant, la destinée de l'entreprise et donc sa gouvernance ne peut pas être laissée entre les mains de l'actionariat flottant qui poursuit une logique uniquement financière. L'état français et sans doute plus largement les états européens qui détiennent ensemble 26% du capital, doivent reprendre le contrôle et agir au niveau industriel dans les instances internationales comme l'IATA ou l'ATAG, au niveau politique, dans les instances internationales comme l'OACI. Mais si l'état doit reprendre la main sur la gouvernance de l'entreprise, les salariés et plus largement les citoyens doivent pouvoir exercer leur contrôle sur l'utilisation des aides publiques et les orientations stratégiques de l'entreprise vis-à-vis de l'urgence sociale et environnementale.

### **L'argent public ne doit pas être géré par des intérêts privés !**

*Pour rappel, vous pouvez encore participer jusqu'au 18 juin à l'enquête lancée par la coordination CGT Aéronautique.*

<https://framaforms.org/aeronautique-le-monde-dapres-cest-maintenant-interne-1589822258>